

efforts du gouvernement impérial, qui voulait en faire un pays anglais. La population anglaise était principalement échelonnée depuis Drummondville, en montant vers le sud-ouest le long de la rivière Saint-François, et entre cette rivière, vers l'ouest, jusqu'à la baie de Missisquoi. La population française était disséminée au milieu de tout cela par petits groupes à peine reconnaissables, et les établissements qui portaient le plus l'empreinte de son caractère étaient situés au nord-est de la rivière Saint-François en descendant vers Québec.

Malgré cet isolement, la population canadienne-française continuait de s'accroître en importance et en nombre, par la seule force de sa vitalité et de son énergie, au point que cette expansion devint un sujet d'étonnement pour tout le monde, mais plus particulièrement pour les diverses origines au milieu desquelles s'opéraient ces heureux développements pour le pays.

La forêt reculait comme par enchantement sous les coups redoublés de la hache du colon, et les obstacles nombreux qui surgissent d'ordinaire sur sa route semblaient être écartés pour le plus grand nombre des familles canadiennes, lorsque soudain on vit une partie de la population abandonner le siège de leurs travaux respectifs et même quitter le sol si cher de la patrie.

Cet état de chose dura quelques années avant qu'on pût se rendre compte des causes qui opéraient un si triste changement. Mais comme les causes qui favorisaient l'émigration des canadiens-français aux Etats-Unis allaient toujours croissantes, on vit dès lors la presse française et tous les hommes sérieux, inspirés par les plus nobles sentiments patriotiques, jeter l'alarme et s'empresser d'y apporter quelques remèdes. C'était en 1848.

M. l'abbé O'Reilley, alors curé de Sherbrooke, Prêtre irlandais et sincèrement attaché à la cause des canadiens-français, témoin de ce déplorable dépeuplement des cantons de l'Est par nos compatriotes, attira, par des discours éloquentes et pleins du feu de la vérité, l'attention des habitants des villes de Québec et de Montréal qui, à l'appel de NN. SS. les Evêques, fondèrent des sociétés pour aider et promouvoir autant que possible les intérêts de la colonisation des cantons de l'Est. Les environs du lac Aylmer, dans le canton Garthby, furent l'endroit où la société de Québec dirigea les familles d'ouvriers de la ville qui voulurent aller coloniser, en faveur desquelles on fit élever une chapelle et un

presbytère. La société de Montréal fonda Roxton en y dirigeant des colons; là aussi furent élevés une chapelle et un presbytère, et un prêtre alla de suite demeurer au milieu de ces intrépides et valeureuses familles.

Si d'aussi louables efforts n'eurent pas tout le succès qu'on avait lieu d'espérer, cela est dû à des causes diverses qui furent difficiles à écarter.

Quoi qu'il en soit, l'œuvre de la colonisation devint oubliée pendant quelque temps et l'émigration reprit son cours. Mais parut bientôt l'énergique manifeste des douze missionnaires des cantons de l'Est, daté du 31 mars 1851.

Cet important mémoire, rédigé par M. l'abbé Antoine Racine, prêtre d'une énergie peu commune et d'une grande réputation comme orateur sacré,—eut beaucoup de retentissement. Comme je l'ai déjà exprimé dans une autre circonstance, chaque page de ce Protêt est marquée au coin du patriotisme le plus pur; on y découvre la hardiesse d'une conviction inébranlable, puisée il est vrai, sur le théâtre même des douleurs qu'elle raconte. Ce document réunit toutes les pièces d'un éloquent plaidoyer en faveur de la colonisation avec une ampleur de recherches et une vigueur de raisonnements qui pénètrent et intéressent beaucoup. De telles œuvres, pour de tels motifs, ne périssent point: elles font partie de notre répertoire national.

Ce document avait pour but de demander au gouvernement de nouveaux chemins pour la colonisation des terres incultes dans ces cantons; de procurer à la jeunesse canadienne des terres à des conditions avantageuses; d'écarter les obstacles qui empêchaient l'établissement de ces terres; d'améliorer les voies déjà ouvertes et d'en établir de nouvelles, en même temps que d'y associer un système permanent de voirie.

Il va sans dire que ce savant et important manifeste attira l'attention du gouvernement d'alors, qui constitua un comité spécial pour s'enquérir sur les choses qu'il mentionnait, avec mission de faire rapport sur les moyens les plus propres à promouvoir les intérêts de la colonisation.

Le gouvernement, sollicité, vivement pressé de toute part, commença enfin à s'occuper plus activement de la colonisation et fit ouvrir les routes les plus pressantes. Aujourd'hui, la population de cette partie du pays s'élève à 153,261 habitants, dont 112,692 sont d'origine canadienne-française